

La manifestation met fin à 100 ans de prison de déportation

Chers manifestants,

Les personnes qui ont fui leur pays et cherché refuge en Allemagne sont mises en prison à grande échelle. Non pas parce qu'ils ont commis des crimes, mais uniquement dans le but de les faire sortir du pays. Une telle politique est horrible, car la fuite n'est pas un crime !

Chers amis,

le nombre de cas de détention pour expulsion a plus que doublé entre 2015 et 2017, passant de 1 800 à plus de 4 000. Au lieu de mettre fin à ce programme de détention massive, le gouvernement fédéral a élargi les motifs de détention dans une mesure excessive avec la loi Hau-ab.

Cette loi, par exemple, prévoit ce qui suit : Toute personne qui ne s'est pas présentée une seule fois à un rendez-vous à l'ambassade ou chez le médecin pour faire contrôler sa capacité à voyager peut être placée en "détention participative" pendant deux semaines au maximum.

Toute personne qui a dépassé le délai de départ de 30 jours, qui, de l'avis des autorités, n'est pas suffisamment impliquée dans sa propre expulsion ou qui se serait trompée sur son identité, peut être détenue pendant dix jours au maximum.

Si les autorités considèrent qu'il existe un "danger de fuite", la détention préventive peut être imposée jusqu'à 18 mois. Le risque de fuite est présumé dans les cas où une personne s'est déjà soustraite à l'expulsion, ne s'est pas présentée à certaines dates ou se serait trompée sur son identité. Cela signifie qu'à l'avenir, les fugitifs devront prouver qu'ils ne risquent pas de prendre la fuite. C'est grotesque !

En outre, à l'avenir, les détenus expulsés seront également enfermés dans des prisons normales. C'est clairement contraire au droit européen. Il existe également une jurisprudence sans équivoque de la Cour de justice des Communautés européennes à ce sujet. Mais ce gouvernement fédéral ne se soucie guère des exigences européennes et constitutionnelles lorsqu'il s'agit d'augmenter de plus en plus la pression sur les fugitifs !

Chers amis,

montre tout cela : Le développement du droit social ne conduit pas seulement à des agressions racistes dans la rue, mais encourage également la privation progressive du droit de vote des fugitifs, dont beaucoup n'auraient pu imaginer l'ampleur il y a quelques années seulement.

Et cela va de pair avec une brutalisation du traitement officiel des fugitifs. Cela vaut en particulier pour la politique d'expulsion. Dans la pratique, nous savons que des personnes gravement malades et suicidaires sont sommairement sorties de l'hôpital pour être déportées et que des familles sont impitoyablement déchirées. Et nous constatons sans cesse que les policiers n'hésitent pas à recourir à la force brutale pour briser la résistance des fugitifs à leur déportation dans les conditions les plus misérables de leur pays d'origine ou de transit.

La brutalisation de la politique de déportation peut également être prouvée par les réponses du gouvernement fédéral aux petites demandes de renseignements de la faction de gauche. Le nombre d'aides utilisées pour les violences physiques - menottes, menottes, menottes, menottes en acier, "menottes" - qui a presque décuplé dans les déportations entre 2015 et 2018 - est passé à 1 231 cas en 2018, puis à 1 289 cas en 2019, soit une nouvelle augmentation spectaculaire au cours des six premiers mois.

Chers manifestants contre la détention pour expulsion,

nous devons nous unir contre cette pratique inhumaine. En ne nous laissant pas intimider par les menaces infâmes des politiciens de droite contre les conseils de réfugiés et les partisans des réfugiés, mais en continuant à informer le public des déportations et à protester contre elles. En continuant à soutenir les fugitifs dans la lutte contre les autorités d'expulsion et pour le droit de séjour.

Brisons le silence : sur les conditions inhumaines dans lesquelles les gens sont enfermés dans des camps isolés et des prisons de déportation, harcelés par les gardes et la police et déportés par la force dans les pays de transit ou d'origine.

Abolir la détention en attendant l'expulsion, arrêter toutes les déportations !

L'évasion n'est pas un crime, tout le monde a le droit de rester !